Attention dans les assiettes !


Le scandale OMG

Mille hectares de maïs ont été détruits récemment suite à des contrôles des autorités qui ont permis de détecter la contamination des cultures par des semences génétiquement modifiées, et ce malgré son interdiction légale. La Hongrie souhaite à tout prix empêcher la contamination de son territoire. Ce principe est même inscrit dans la nouvelle Constitution qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain.

Le scandale

« Mille hectares de maïs ont déjà été détruits, et 2500 autres pourraient subir le même sort » a déclaré le ministre du Développement rural, Sándor Fazekas, dans une interview donnée à la chaîne MTV le 14 juillet dernier. Les autorités ont trouvé ces semences contaminées dans les environs de Szigetvár et Létavértes. Selon les informations officielles, du maïs génétiquement modifié avait été cultivé dans les départements de Fejér, Hajdú-Bihar, Szolnok ainsi que Baranya. Jusqu'ici les dégâts dépassent les 100 millions de HUF mais la somme finale pourrait finalement s'élever à 1 milliard de HUF.

Le 21 juillet dernier, le secrétaire d'État du ministère du Développement rural Endre Kardeván a annoncé que les autorités avaient détecté 2700 nouveaux sacs de maïs contaminés par des OGM. « 130 échantillons attendent d'être examiné au laboratoire de l'Office d'administration de l'agriculture, il est donc possible que de nouvelles contaminations soient encore découvertes » a-t-il ajouté.

Réactions du gouvernement

« Le gouvernement prend l'initiative de modifier le Code pénal afin de pouvoir infliger une peine plus stricte aux distributeurs de semences génétiquement modifiées » a déclaré Lajos Bognár, secrétaire d'État adjoint auprès du ministère du Développement rural. « Pour la Hongrie, se revendiquer sans OGM est un atout stratégique » a-t-il ajouté. Selon l'arrêté du ministre, toutes les livraisons de semences (maïs, riz, soja, colza et lin) provenant d'un des pays de l'Union européenne doivent être accompagnées d'un certificat établi dans un laboratoire accrédité attestant de la non-contamination par des OGM. Sans ce certificat, aucune semence ne peut entrer sur le marché hongrois.

Sándor Font, président du comité de l'agriculture au sein du Parlement, est encore allé plus loin en annonçant la mobilisation des services de sécurité afin de rechercher les responsables. « La contamination génétique équivaut à un crime contre les intérêts nationaux » a-t-il ajouté. Selon les informations du journal HVG, le ministère envisage la possibilité d'engager un procès sur la base de soupçons d'activité contre les intérêts nationaux et de terrorisme alimentaire. L'enquête pourrait inclure des auditions et des perquisitions de domiciles.

Les accusés

Les investigations chez l'un des distributeurs accusés, Monsanto Hungária Kft. n'ont pas démontré la contamination. L'entreprise a néanmoins décidé d'indemniser les agriculteurs, a déclaré à la radio Kossuth Mihály Czepó, directeur de développement. « Les semences ont été importées de Roumanie où la culture des OGM est autorisée dans une certaine mesure. Monsanto Hungária Kft. respecte les efforts menés par la

Hongrie pour maintenir son statut de pays sans OGM et fera tout pour répondre à cette exigence» a-t-il ajouté.

De son côté, József Máté, directeur d'une autre entreprise mise en accusation, Pioneer Zrt. conteste les résultats de l'Office d'administration de l'agriculture. Il a indiqué que 5 entreprises sont concernées par l'affaire, alors que seuls les noms de Monsanto et Pioneer sont mentionnés. D'autre part, il estime particulièrement difficile de contrôler le respect de l'arrêté sur les OGM. D'après le directeur de Pioneert Zrt, d'innombrables échantillons se seraient accumulés dans le laboratoire de l'institution, et certains examens se poursuivraient parfois tout au long de la récolte alors que les échantillons doivent être contrôlés uniquement au stade de semence. « C'est avec ce procédé que des semences transmises pour examen en avril ont été jugées contaminées et ont dû être détruites fin juin. » a-t-il également déclaré en soulignant que la contamination n'était pas intentionnelle.

Licenciements

Suite au scandale des OGM, 4 directeurs de département ont été licenciés au ministère du Développement rural. Les chefs des départements du marché agricole, de l'agriculture, du développement stratégique et des relations internationales ont dû immédiatement quitter leur poste. Ces licenciements résoudront-ils le vrai problème ?

Máté Kovács

- Catégorie
Agenda Culturel